

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

SSR : le personnel spécialisé formé en éducation sexuelle complète

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

UNE jeunesse avertie sur les questions de Santé sexuelle et de la reproduction (SSR) serait moins exposée aux conséquences liées aux problèmes de gestion de la sexualité, à savoir les avortements clandestins, les maladies sexuellement transmissibles (MST), le décrochage scolaire...

C'est à juste titre que se tient, depuis hier et ce jusqu'à vendredi, à l'école publique de Mont-Bouët 1, un atelier de formation destiné au personnel des services spécialisés des établissements scolaires en éducation sexuelle complète (ESC). Quatre jours durant, les acteurs en éducation sexuelle aborderont les généralités sur la SSR, les grossesses précoces, les violences basées sur le genre en milieu scolaire, la consommation

des substances psychoactives etc. Objectif: permettre aux éducateurs de mieux appréhender les problèmes de sexualité chez les jeunes scolarisés afin de mieux les accompagner.

"Il est important que les psychologues d'orientation, infirmiers, assistants sociaux affectés dans les établissements scolaires aient des connaissances requises pour pouvoir accompagner les jeunes. Et, pour que l'on enregistre moins de problèmes de sexualité chez ces derniers", a fait savoir Blanche-Reine Mebaley, directeur général de l'Enseignement scolaire et normal.

À noter que cette formation intervient dans le cadre du 7e programme de coopération entre le Gabon et l'UNFPA. En phase avec le programme Gabon-Egalité, initié par la première dame Sylvia Bongo Ondimba, il a pour ambition d'intensifier les activités de promotion de la santé sexuelle en milieu scolaire.



Photo: Prissilia Moussavou Mouity

Un instantané de la formation destinée aux acteurs de l'éducation sexuelle des jeunes, à Libreville.

Eaux et Forêts : Le Synapef ne décolère pas

CNB
Libreville/Gabon

À la faveur d'une conférence de presse tenue le 26 juillet 2021, les agents du ministère des Eaux et Forêts, réunis au sein du Syndicat national des professionnels des Eaux et Forêts (Synapef), en grève illimitée depuis le 15 juin 2020, ont dressé un sévère constat. Selon Maurice Steed Mve Akue, secrétaire général adjoint du Synapef, le "ministère des Eaux et Forêts est aujourd'hui un grand corps malade qui exige des soins appropriés de la part d'un médecin réellement qualifié".

Allusion faite à la crise sociale persistante qui secoue ce département ministériel depuis le déclenchement de cette grève. Laquelle est sous-tendue par une série de revendications de la part des agents. Mais également, de la mise, dernièrement, sous bons de caisse "illégal des salaires des agents en grève, au moyen d'une procédure viciée conduite par le directeur de cabinet, après



Photo: BOTOUNOU

Les agents affiliés au Synapef lors de la conférence de presse.

avis du conseiller juridique dont l'expertise académique contraste avec l'interprétation stalinienne et sélective des dispositions du statut général de la Fonction publique en ses articles 71 et 78", dénonce le syndicaliste. Dans la foulée, les agents grévistes ont dénoncé la gestion des parcs nationaux, le conflit homme-faune. Sur ce dernier point les syndicalistes ont rendu responsable leur tutelle des événements de Mékambo, suite au

drame qui a conduit au meurtre d'un écolier.

"Pour pointer l'exigence du respect de la réglementation dans la conduite des missions régaliennes de l'Agence nationale des parcs nationaux, aucune disposition légale n'autorise les écoliers à mener des opérations de police, de chasse ou des visites domiciliaires en dehors de leur champ de compétence qui reste le parc national et sa zone périphérique", ont-ils soutenu.

Le clin d'œil de *lybek*

